

**EXTRAIT DU REGISTRE DE DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL**

L'An deux mille vingt-deux et 18 janvier, à 17h00, le Conseil Municipal de la Commune de Le Barcarès, régulièrement convoqué, s'est réuni en session ordinaire dans le lieu habituel de ses séances sous la présidence de Monsieur **Alain FERRAND, Maire**.

ETAIENT PRESENTS :

Monsieur **Alain FERRAND, Maire ;**

Madame **Marie DUFFAUD**, Messieurs **Jean-Marie PACIFICO, Pierre SALA, Madame Delphine MEUNIER, Monsieur Daniel HENRIC, Madame Martine GISOLO, Monsieur Philippe VILA, Madame Marie-Hélène CHARLES, Monsieur Renaud SALAMONE, Madame Marie-Laure GUIRADO, Messieurs Patrick GONCALVES, Joseph GARCIA, Madame Pauline LETORET, Monsieur Bruno RIPOLL, Madame Cécile IMBO, Monsieur Fabien DAVID, Madame Sylvie MICHEL-ALCARAZ, Monsieur Patrick NAFFRECHOUX, Madame Virginie BRODIN**

ABSENTS :

Messieurs **Frédéric ALOY, Arnaud JOFFRE, Joan FRITSCH, Madame Mélissa BARNOUSSI**

PROCURATIONS :

Madame **Colette DETAUX** donne procuration à Monsieur **Pierre SALA**

Madame **Carine NERSON** donne procuration à Monsieur **Philippe VILA**

Madame **Anne BAZERBE** donne procuration à Madame **Marie DUFFAUD**

Madame **Véronique MARICOURT** donne procuration à Monsieur **Alain FERRAND**

Madame **Eliana VALENCIA** donne procuration à Monsieur **Bruno RIPOLL**

Commune de le Barcarès

DELIBERATION N°04/18-01-2022

TEMPS DE TRAVAIL - 1607 HEURES

Monsieur Alain FERRAND, Maire, expose aux membres de l'Assemblée que la Loi du 6 août 2019 de transformation de la Fonction Publique a prévu la suppression des régimes dérogatoires aux 35 heures qui ont été maintenus dans certains établissements et collectivités territoriaux et un retour obligatoire aux 1607 heures.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la Loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

VU la Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale ;

VU la Loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique, notamment son article 47 ;

VU le décret n° 85-1250 du 26 novembre 1985 modifié relatif aux congés annuels ;

VU le décret n° 2000-815 du 25 août 2000 modifié relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique de l'Etat ;

VU le décret n° 2001-623 du 12 juillet 2001 modifié pris pour l'application de l'article 7-1 de la Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la Fonction Publique Territoriale ;

VU la délibération n°155 en date du 21 décembre 2001 d'aménagement sur le temps de travail ;

CONSIDERANT qu'un délai d'un an à compter du renouvellement des assemblées délibérantes a été imparti aux collectivités et établissements pour définir, dans le respect des dispositions légales, les règles applicables aux agents ;

CONSIDERANT que la définition, la durée et l'aménagement du temps de travail des agents territoriaux sont fixés par l'organe délibérant, après avis du comité technique ;

CONSIDERANT que le décompte du temps de travail effectif s'effectue sur l'année, la durée annuelle de travail est fixée à 1607 heures, sans préjudice des heures supplémentaires susceptibles d'être accomplies ;

CONSIDERANT la réunion de travail en date du 22 novembre 2021 des membres du comité technique ;

CONSIDERANT l'avis du comité technique qui s'est réuni le 18 janvier 2022 ;

Article 1 : Durée annuelle du temps de travail

La durée annuelle légale de travail pour un agent travaillant à temps complet est fixée à 1607 heures (soit 35 heures hebdomadaires) calculée de la façon suivante :

Nombre total de jours sur l'année	365
Repos hebdomadaires : 2 jours x 52 semaines	-104
Congés annuels : 5 fois les obligations hebdomadaires de travail	-25
Jours fériés	-8
Nombre de jours travaillés	= 228
Nombre de jours travaillées = Nb de jours x 7 heures	1596 h arrondi à 1600 h
+ Journée de solidarité	+ 7 h
Total en heures :	1 607 heures

• Journée de solidarité

Compte tenu de la durée hebdomadaire de travail, la journée de solidarité, qui assure le financement des actions en faveur de l'autonomie des personnes âgées ou handicapées, sera instituée :

- par toute modalité permettant le travail de sept heures précédemment non travaillées, en fonction des nécessités de service, à l'exclusion des jours de congé annuel.

Article 2 : Garanties minimales

L'organisation du travail doit respecter les garanties minimales ci-après définies :

- La durée hebdomadaire du travail effectif, heures supplémentaires comprises, ne peut excéder ni quarante-huit heures au cours d'une même semaine, ni quarante-quatre heures en moyenne sur une période quelconque de douze semaines consécutives et le repos hebdomadaire, comprenant en principe le dimanche, ne peut être inférieur à trente-cinq heures.
- La durée quotidienne du travail ne peut excéder dix heures.

- Les agents bénéficient d'un repos minimum quotidien de onze heures.
- L'amplitude maximale de la journée de travail est fixée à douze heures.
- Le travail de nuit comprend au moins la période comprise entre 22 heures et 5 heures ou une autre période de sept heures consécutives comprise entre 22 heures et 7 heures.
- Aucun temps de travail quotidien ne peut atteindre six heures sans que les agents bénéficient d'un temps de pause d'une durée minimale de vingt minutes.

Article 3 : Date d'effet

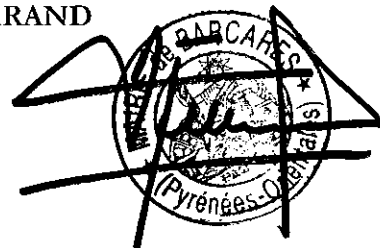
Les dispositions de la présente délibération entreront en vigueur à partir du 1^{er} février 2022.

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré à l'unanimité des membres présents et représentés,

- **MET EN PLACE** le temps de travail et **ADOpte** les modalités de mise en œuvre telles que proposées ;
- **AUTORISE** Monsieur Le Maire ou son représentant à signer tous documents utiles relatifs à cette délibération.

Ainsi fait et délibéré les jours, mois et an susdits

Pour extrait conforme,
Le Maire,
Alain FERRAND



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux devant son auteur dans les deux mois à compter de sa notification. Elle peut également faire l'objet d'un recours contentieux dans les deux mois à compter de sa notification devant le tribunal administratif de Montpellier



Hôtel de Ville - Bd. du 14 Juillet - B.P.5 - 66421 Le Barcarès cédex

Tél : 04 68 86 11 64 - Fax : 04 68 86 02 72 - www.lebarcares.fr



facebook.com/villebarcares



twitter.com/villebarcares



instagram.com/villebarcares



gplus.to/portbarcares